

**OBJET : AIGUILLAGE DES RESEAUX TELECOM EXISTANTS– AXIONE**

**N°24-158**

Le Maire de la Commune de PLELAN-LE-GRAND,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**Vu** le code de la Route ;

**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 4ème partie du 7 juin 1977) et notamment son article 63 ;

**Vu** la demande de travaux présentée par la société Axione le 08 octobre 2024,

**Considérant** que ces travaux nécessitent une modification de la circulation et qu'il y a lieu de prendre des mesures de police pour la sécurité des chantiers et des usagers de la voie publique ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Le présent arrêté est applicable **à partir du 28 octobre 2024 pour une durée de 180 jours**, sur le territoire de la commune, aux opérations d'étude et aiguillage des réseaux télécom existants réalisées par l'entreprise axione sur les routes départementales en agglomération, les voies communales et chemins ruraux en et hors agglomération, lorsque ces chantiers :

- N'entraînent pas d'alternat supérieur à 500 mètres
- N'entraînent pas de déviation

**Article 2 :** Les dispositions suivantes pourront être prises au droit des chantiers visés à l'article 1 :

- la circulation pourra être alternée par panneaux B15 et C18 ou par piquets K10 ou par feux tricolores ;
- en agglomération, la vitesse pourra être limitée à 30 km/h au lieu de 50km/h, et à 50 km/h puis éventuellement à 30 km/h au lieu de 70 km/h ;
- hors agglomération, sur les voies communales et chemins ruraux, la vitesse pourra être limitée jusqu'à 30 km/h successivement par paliers de 20 km/h ;
- le dépassement pourra être interdit ;
- le stationnement pourra être interdit ;

**Article 3 :** Le présent arrêté ne dispense pas d'effectuer toutes les démarches administratives nécessaires avant d'entreprendre tous travaux, notamment d'obtenir une autorisation de voirie et de présenter une déclaration d'intention de commencement des travaux auprès de l'autorité compétente.

Le titulaire des travaux devra également prévenir les services de la commune de Plélan le Grand ; dans un délai de 7 jours avant le début de l'intervention.

Ces délais pourraient ne pas être respecté en cas de besoin d'intervention en urgence (accident, matériels menaçants de créer des dommages aux biens et aux personnes, etc.)

**Article 4 :**

La circulation des riverains et l'accès aux propriétés riveraines par les véhicules de secours, de police, de gendarmerie ou de médecins seront maintenus.

**Article 5 :** En cas de dégradations constatées par les Services Techniques de la Ville, l'entreprise aura à sa charge la remise en état des espaces verts ainsi que de la chaussée et des trottoirs du Domaine Public. Tous les marquages de peinture effacés ou aménagement PMR endommagés lors des travaux devront être refaits par l'entreprise exécutant les travaux.

**Article 6 :** Le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir les usagers de la route et, plus particulièrement les piétons, de tous les dommages qui pourraient leur être occasionnés en raison des travaux.

**Article 7 :** Cet arrêté prendra effet dès que la signalisation correspondante aura été mise en place par le pétitionnaire.

**Article 8 :** M. le Chef de Brigade de Gendarmerie de Plélan-le-Grand, Mme la directrice générale des services, M. le directeur des services techniques, Mme la responsable de la Police municipale et le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9** : Ampliation de cet Arrêté est transmise à :

- M le commandant de la COB de MONTFORT SUR MEU
- M le responsable des services techniques
- Mme la responsable de la police municipale
- Le requérant

Fait à PLELAN-LE-GRAND le 08 octobre 2024

Le Maire,

Murielle Douté-Bouton



Le Maire :

*Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification et de sa transmission au représentant de l'État dans le Département. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.*